

Article 52 du Règlement

tous les partis de cette Chambre et en particulier mes concitoyens de la Colombie-Britannique. C'est une question d'une importance critique pour les gens qui vivent dans ma circonscription de Cariboo—Chilcotin.

Je voudrais demander au leader parlementaire d'en discuter avec les autres leaders à la Chambre. J'espère que nous pourrions trouver ainsi dans un avenir très rapproché, c'est-à-dire le plus tôt possible, l'occasion de tenir ce débat que je considère comme très important.

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, il est évident que cette question intéresse plusieurs députés de la Chambre, au nombre desquels je m'inscris moi-même, car je viens d'une région où l'industrie forestière a une grande importance.

J'ai eu quelques discussions avec le ministère des Forêts, et il se pourrait bien qu'on veuille tenir un débat et accorder aux députés de la Chambre le temps nécessaire pour le faire. Je voudrais dire cependant au député et à ceux qui s'intéressent à cette question que les leaders parlementaires devraient se rencontrer en ce moment. Je vais les rejoindre dans quelques minutes. Nous pourrions peut-être en profiter pour en parler et en venir à une entente qui nous permettrait à tous de discuter de la question.

M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, en ma qualité de porte-parole du parti libéral en matière de forêts, j'appuie entièrement la motion qui a été présentée par le parti conservateur et le NPD. Nous sommes prêts à participer à un tel débat.

Les répercussions de la récente décision des États-Unis seront énormes pour l'industrie en général et pour ma circonscription en particulier.

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, j'aimerais certainement participer à ce débat au nom de mon parti. Je sais que notre leader adjoint sera présent à cette réunion, et nous sommes tout à fait disposés, de notre côté, à collaborer avec tous les autres partis pour tenter d'organiser un débat le plus rapidement possible.

Comme je l'ai mentionné ce matin lorsque je vous ai soumis ma demande, étant donné l'importance de la question et étant donné que le gouvernement ainsi que le premier ministre s'y intéressent, il est primordial que la Chambre fasse connaître sa position aux Canadiens.

En conclusion, je dirai simplement que les débats antérieurs de ce genre, particulièrement les discussions qui ont eu lieu relativement au problème des pêches au

large de Terre-Neuve et du Labrador, montrent que, lorsqu'il s'agit de dossiers importants touchant les ressources, de tels débats peuvent se dérouler de façon satisfaisante. C'est l'occasion pour tous les partis à la Chambre de présenter leurs points de vue. Il s'agit d'une question de première importance. J'espère que nous pourrions agir avec célérité afin de tenir un débat à ce sujet.

[Français]

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, je sais que vous êtes un homme très attentif aux désirs de la Chambre. Il semble se développer une unanimité totale; je ne vois aucun député en désaccord. Je soumets bien respectueusement que, nous, députés fédéraux du Québec, aimerions participer à ce débat qui a des implications pour nous.

[Traduction]

Monsieur le Président, devant cette unanimité, vous voudrez peut-être réfléchir à cette question et attendre à demain pour nous faire part de votre décision. Je ne m'attends pas à ce que vous disiez oui immédiatement, mais dans le cas contraire, ce serait décevant pour un groupe qui, pour une fois, est arrivé à un consensus, ce qui est rare en cette Chambre. La question dépasse le sectarisme politique; la situation est grave; cette mesure n'est peut-être que la première d'une longue série.

Nous savons que les élections américaines n'auront lieu qu'en novembre. Combien d'autres mesures de ce genre le gouvernement américain entend-il prendre? Il est peut-être temps pour nous de faire connaître notre opinion, qui sera fort probablement unanime, et de faire savoir que ce genre de mesure est inacceptable.

M. David Kilgour (Edmonton—Sud—Est): Monsieur le Président, en tant que critique de l'opposition pour les questions d'énergie, de mines et de ressources, je dirais que vous n'êtes peut-être pas allé de la semaine dans la région de Vancouver ou du Lower Mainland, en Colombie-Britannique. Sachez que cela a eu l'effet d'un raz-de-marée dans votre province et dans d'autres provinces également.

M. le Président: Je peux peut-être dire à mon collègue que le Président est aussi député. Je me rends régulièrement dans ma province et dans ma circonscription.

Ce que le député dit est exact. Je suis allé en Colombie-Britannique. J'ai tout entendu cela et je ne voudrais pas que qui que ce soit pense que, lorsque je me penche sur la juste application d'une règle de procédure dans un cas comme celui qui nous occupe, je ne le fais pas avec tout le sérieux que cela requiert.